

ÉMERGENT

Transport terrestre avancé

Par transport terrestre avancé, on entend tout le secteur économique qui comprend les produits finis, les composantes et les procédés de fabrication de véhicules légers ou lourds à la fine pointe de la technologie en ce qui a trait aux modes de propulsion, à l'efficacité énergétique, à la sécurité, à la résistance, au poids et à l'impact positif sur l'environnement.

Le créneau d'excellence du transport terrestre avancé constitue un secteur d'activité en émergence pour lequel la région des Laurentides exerce déjà un rôle déterminant. On y retrouve en effet un bassin de main-d'œuvre spécialisée, une concentration unique d'assembleurs de véhicules, tels que les entreprises PACCAR et NOVABUS, de Sainte-Thérèse et Boisbriand, et la disponibilité d'infrastructures de premier plan, dont un aéroport de calibre international et l'entreprise blainvilloise PMG TECHNOLOGIES, qui possède une piste d'essais routiers unique au Canada. Soulignons également la présence à Saint-Jérôme de trois centres d'expertise intimement liés au développement du transport avancé. Ce sont le Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec, le CEVEQ, le Centre de développement des composantes du Québec, le CDCQ, et l'Institut du transport avancé du Québec, l'ITAQ. Le Centre d'innovation en microélectronique du Québec, le CIMEQ, est situé quant à lui à Sainte-Thérèse. Nous comptons également sur la présence, dans les Basses-Laurentides, de nombreuses entreprises reliées à la fabrication de pièces en matériaux légers comme, pour ne mentionner que celles-ci, le groupe NEWTECH INTERNATIONAL et RAUFOSS.

Avec l'expertise que le Québec est en voie d'acquérir dans la transformation de l'aluminium et du magnésium, dans la fabrication de matériaux composites, dans le développement de batteries électriques et dans l'exploitation de l'hydrogène, la région des Laurentides désire devenir un catalyseur des forces québécoises pour positionner le Québec parmi le groupe sélect des pionniers du marché du transport avancé, en pleine émergence.



INFORMATION

(450) 569-3031

Direction régionale des Laurentides
Ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation

10, rue Saint-Joseph, bureau 308
Saint-Jérôme (Québec) J7Z 7G7

www.mdeie.gouv.qc.ca/accord

PHOTOS : M. Archambault, P. Villecourt, P.-P. Brunet, MAPAQ,
Éric Labonté, Bellevue-Ka'N'Enda inc., Lisane Chapleau

Développement
économique, Innovation
et Exportation

Québec

ACCORD

Laurentides

Devenir maître
de son développement
en misant sur ses
créneaux d'excellence
La force des régions



ACCORD : une démarche axée sur la mobilisation des leaders industriels et de leurs partenaires, qui vise à permettre aux régions de se positionner comme le siège de compétences spécifiques et de relever les défis de la mondialisation et de l'économie du savoir.

Québec

Un **créneau d'excellence**, c'est un ensemble d'activités économiques interreliées pour lesquelles une région a pour projet de se démarquer de façon compétitive, par rapport aux autres régions et sur les marchés internationaux, sur la base des compétences qui lui sont spécifiques. Ces créneaux peuvent être :

LEADER : créneau dans lequel la région est en mesure de jouer un rôle de leader nord-américain ou mondial

ASSOCIÉ : créneau dans lequel la région peut être un associé déterminant avec une ou d'autres régions possédant des atouts complémentaires

ÉMERGENT : créneau qui possède un fort potentiel de croissance et dans lequel la région estime pouvoir assurer à terme un rôle de leader

EN ÉVALUATION : créneau dont la région souhaite circonscrire ultérieurement le véritable potentiel de croissance à l'échelle mondiale

LEADER

Tourisme de villégiature quatre saisons

La région des Laurentides est reconnue comme leader au Québec dans le créneau du tourisme de villégiature quatre saisons. Elle est la première destination de villégiature et de plein air au Québec. Au fil du temps, la région a su bâtir une solide structure d'accueil avec un réseau d'hébergement et des aménagements touristiques de calibre international. Ainsi, on y compte déjà 1 500 entreprises qui oeuvrent dans l'industrie touristique, ce qui en fait le second réseau touristique en importance et le plus varié en matière d'offre quatre saisons de produits et services au Québec. Dotée d'une importante concentration d'infrastructures récréatives et touristiques, avec des pôles de développement importants comme la station Mont-Tremblant et la vallée de Saint-Sauveur, la région aura généré en moins de 10 ans, des investissements de plus de deux milliards de dollars dans son industrie touristique. Ce dynamisme est encore appuyé par l'annonce récente d'un nouvel investissement de plus d'un milliard de dollars, qui servira à poursuivre les aménagements au Mont-Tremblant.

Le potentiel de développement de ce créneau d'excellence repose sur les atouts naturels de la région. Les espaces verts et préservés que sont le parc du Mont-Tremblant, le parc d'Oka, les réserves fauniques Papineau-Labelle et Rouge-Matawin, ainsi que le parc linéaire, qui s'étend sur 200 kilomètres, sont des attraits importants sur lesquels mise la région pour son développement touristique. D'autre part, la région profite d'une position avantageuse, près des marchés américain et ontarien, ce qui, en plus de la proximité de Montréal et du principal aéroport de la province, lui donne accès à un bassin de 80 millions de personnes à moins de huit heures de voiture.

ASSOCIÉ

Aliments et mets préparés

Le créneau des aliments et mets préparés est associé à la région considérée comme le leader du secteur bioalimentaire, soit la Montérégie. Ce créneau a émergé à la suite du développement récent d'une grappe d'entreprises dans les Basses-Laurentides qui oeuvrent dans la deuxième et troisième transformation alimentaire. À cette fin, sont utilisés comme intrants les produits de la ferme du Québec et d'ailleurs ainsi que des produits issus d'une première transformation : fromages, viandes, sauces, etc. Le créneau des aliments et mets préparés est donc générateur d'une valeur ajoutée importante. Ainsi, la région des Laurentides compte 16 entreprises de fabrication de mets préparés, dont deux ayant chiffre d'affaires supérieur à 50 millions de dollars. Au chapitre des emplois dans ce secteur, les entreprises de la région arrivent au deuxième rang au Québec, derrière celles de l'île de Montréal (1 142 contre 2 123).

La présence accrue des femmes sur le marché du travail, l'éclatement des familles, la hausse des dépenses en alimentation, l'augmentation du nombre des ménages disposant d'un micro-ondes et la recherche de mets exotiques sont autant d'éléments qui expliquent la forte croissance de la demande de mets préparés tant au Québec que dans les autres pays industrialisés. Progressivement, le temps consacré à la préparation des repas a diminué et les mets préparés sont apparus comme une solution à bon nombre de consommateurs. Les mets préparés sont donc définis comme des aliments transformés et prêts à être consommés et comprennent les plats cuisinés haut de gamme. Ces aliments se retrouvent sur le marché du détail local et de l'exportation, sous forme de produits frais ou surgelés, dans les domaines de l'hôtellerie et des établissements ou même à bord des avions.

ASSOCIÉ

Utilisation et transformation de la forêt mixte : produits à valeur ajoutée

La région des Laurentides constitue un associé déterminant de l'Outaouais, la région leader, pour le créneau de l'utilisation et de la transformation de la forêt mixte : produits à valeur ajoutée, il représente un puissant levier pour le développement de la région et de l'industrie toute entière.

Le très grand potentiel de ce créneau vient de la diversité unique des peuplements d'arbres qui couvrent 85 % de la superficie de la région. Feuillus, résineux, cèdres et pins sont au nombre des espèces présentes. La structure industrielle est forte. Ainsi, les 19 entreprises oeuvrant dans des secteurs diversifiés : le sciage, le déroulage, la planification forestière, les panneaux particules, les poteaux et les éléments de charpente, génèrent près de 1 800 emplois. Dans la MRC d'Antoine-Labelle, on estime que près de 70 % des emplois des secteurs primaire et secondaire sont issus des activités reliées à l'aménagement, à l'exploitation et à la transformation des bois. Ce secteur représente un peu plus de 80 % du produit intérieur brut (PIB) de cette MRC et génère des retombées économiques annuelles de plus d'un demi-milliard de dollars.

La région dispose de programmes de formation spécialisés aptes à soutenir le développement du domaine forestier : Cégep de Saint-Jérôme, Centre de formation professionnelle de la Commission scolaire Pierre-Neveu et usine-école (Produits forestiers Bellerive-Ka'N'Enda).

La proximité des grands axes de communication avec les États-Unis et l'Ontario permettra également aux entreprises forestières fortement réseautées d'écouler leurs produits de la deuxième transformation du bois, notamment les panneaux OSB, HDF et MDF, pour lesquels les marchés extérieurs présentent un bon potentiel.